

Rapport Annuel 2015



Genève Tiers-Monde / GeTM
Rue de Villereuse 6, 1207 Genève

www.getm.ch/ courriel: info@getm.ch

Suivez notre actualité sur Facebook 

Comité

Présidente: Monica Cavadini

Membres: Pierre Curtenaz, Henri Megroz, Katherine Owen, Claudia Wyrsh avec la collaboration de Michaela Buschi comme personne ressource.

Contrôleurs aux comptes

Interne: Bernard Rouly, Valérie Bouloudani

Externe: Fiduciaire Global Audit SA

Secrétariat

Secrétaire Général: Alejandro Mackinnon

Maria Adelaida Muñoz, Sophie Serrero (jusqu'au 31.01.2016) et Florian Tissot.

En mission temporaire: Martina Brecciaroli, Alicia Garcia

Garcia, Delphine Stalder et Cristina Tavares de Bastos

Stagiaires: Brendan Ecuyer et Tindara Santarelli.

Avec le soutien d'une quarantaine de personnes bénévoles qui collaborent dans le cadre de nos actions et manifestations.

Edité par GeTM à Genève, avril 2016.

Photos de couverture:

- Illustration calendrier 2016. Colombie. Penca de Sabila
- Projet d'appui aux éleveurs de lamas et d'alpagas, Caylloma, Pérou. Desco

Partenaires :

Au Bénin: CDEL, à Cotonou

En Colombie: Enda-Colombie, à Bogota
Penca de Sábila, à Medellin
Vamos Mujer, à Medellin

Au Pérou: Pukllasunchis, à Cusco
Cesip, à Lima
Desco-Sur, à Arequipa

Au Togo: Cetramode, à Dassoute
ETD, à Lomé
Gradse, à Sokodé
MVCP, à Sokodé

GeTM est membre de:

- FGC Fédération Genevoise de Coopération
- APRES-GE Chambre de l'Economie Sociale et Solidaire

GeTM participe à:

- Alliance Internationale de Développement et de Recherche
- Programme Solidarité EAU
- Groupe Souveraineté alimentaire en Afrique - FGC
- Coordination de quartier des Eaux-Vives

Face aux diverses crises actuelles, notre engagement pour une solidarité internationale basée sur l'équité et le partage, reste d'une grande importance. Comment traduire cette solidarité en action? Autrement dit, quelle aide au développement et avec quels moyens dans le contexte actuel ?

GeTM privilégie les initiatives locales issues de la société civile. Ce choix implique de réfléchir ensemble aux solutions à apporter aux problèmes identifiés, tels que le manque de moyens d'un groupe de personnes pour défendre leurs droits, la dégradation de l'environnement, ou encore l'exploitation des jeunes filles employées domestiques. Il s'agit ensuite d'évaluer la pertinence, la viabilité et la durabilité des actions concrètes à mettre en œuvre : par exemple, l'utilisation équitable et écologique des ressources disponibles ou l'amélioration des échanges commerciaux par un système d'économie sociale et solidaire.

Le partenariat avec les associations locales est au cœur de notre travail. Le climat de confiance, construit au fil des ans, et le partage de valeurs communes ainsi acquises, nous permettent de créer une riche synergie.

Et quels moyens pour nos actions ? GeTM s'est toujours battue pour le financement de la coopération par des fonds publics, étant convaincue que l'aide internationale est l'affaire de tous. Nous continuons à nous battre pour éviter toute réduction des budgets publics pour l'aide au développement, que ce soit au niveau fédéral ou cantonal. Mais nous devons également trouver des fonds complémentaires, et pour cela, nous nous engageons à respecter des critères déontologiques clairs.

Je tiens ici à remercier l'équipe du secrétariat pour son précieux engagement quotidien et pour son professionnalisme.

Bien sûr, nous comptons toujours sur le soutien inconditionnel de nos membres. C'est bien grâce à votre soutien que nous pouvons continuer à soutenir des actions dans le Sud. Tout en vous exprimant notre gratitude, je vous encourage à continuer votre engagement auprès de GeTM.



Genève, avril 2016

Monica Cavadini

Présidente

Tout au long de l'année 2015 et de ces premiers mois de 2016, les associations impliquées dans la coopération internationale ont vu leur marge de manœuvre fragilisée par les diverses mesures d'austérité budgétaire, et cela à plusieurs niveaux.

Au niveau cantonal, les annonces de coupes ont eu pour conséquence une mobilisation importante de la fonction publique et une division au sein du parlement, qui n'a pas permis à ce jour l'adoption du budget 2016. Parmi les mesures de coupes proposées susceptibles d'affecter le budget de la coopération, figure une réduction de 5% des frais de fonctionnement, imposée à toutes les entités subventionnées. Cette mesure reste pour l'heure sujette à l'évolution des décisions parlementaires.

Quant à la Ville de Genève, le Conseil Municipal a décidé en décembre 2015 d'appliquer une coupe linéaire de 2% à toutes les entités subventionnées, et cela malgré la présentation d'un budget excédentaire de 8 millions de francs. GeTM fait partie des associations ayant lancé en décembre un référendum pour demander l'annulation de cette décision.

Sur le plan fédéral, face au déficit budgétaire, le gouvernement a mis en place un programme de coupes pour la période 2017-19 qui péjore surtout l'aide internationale. En effet, celle-ci supporte à elle toute seule 25% de l'ensemble du réajustement et voit ainsi son budget diminuer de 115 millions de francs pour 2016.

C'est pour cela que GeTM s'est jointe à 45 ONG suisses actives dans l'aide au développement, l'environnement et les droits humains, qui se sont mobilisées pour une Suisse solidaire et ouverte au monde. L'appel contre la faim et la pauvreté, coordonné par Alliance Sud, s'adresse au Parlement fédéral afin de stopper les coupes budgétaires dans la coopération au développement et d'éviter le transfert de fonds de la coopération bilatérale vers l'aide humanitaire.

Cela est également incompatible avec les engagements de la Suisse lors de l'adoption des Objectifs du développement durable (ODD), en septembre 2015, à New York .



Cet appel donne suite à la campagne «0.7% - ensemble contre la pauvreté», qui a été signée en 2008 par plus de 200'000 personnes et qui a amené le Parlement à augmenter l'aide publique au développement à 0,5% du revenu national brut.

Le comité s'est réuni une dizaine de fois pour traiter des questions stratégiques et opérationnelles. L'accent a été mis sur la consolidation du secrétariat et la redynamisation des groupes de travail. Il a avancé sur la définition des procédures, des cahiers de charges et des mandats pour les groupes de travail.

Une demi-journée de réflexion a réuni une vingtaine de personnes entre membres du Comité, du secrétariat et des personnes ressources, afin de lancer les bases d'un plan d'action institutionnel à l'horizon 2020.

Les groupes de travail, composés des membres du comité, du secrétariat et de personnes ressources, ont approfondi les réflexions et fait des apports concrets. Le groupe "projets" a analysé les projets en Colombie ainsi que les perspectives de continuité de notre travail dans ce pays en lien avec l'évolution du contexte sociopolitique. Sept nouveaux projets ont été acceptés et ont trouvé du financement. Le groupe de travail "communication" s'est penché sur l'évaluation de la stratégie et des outils de communication, tandis que le groupe "stratégie" s'est constitué pour proposer une stratégie générale d'actions sur le terrain pour les quatre prochaines années.

Deux soirées de partage avec les bénévoles ont eu lieu en février et en septembre pour échanger autour des actions engagées, ainsi que pour évaluer leur participation dans la vie associative.

Le secrétariat a vu son travail rythmé par le départ de deux collaborateurs, par l'accueil d'une nouvelle collaboratrice et par l'accueil de professionnels en mission temporaire. Aujourd'hui, trois collaborateurs salariés se partagent 1,5 postes, tandis que le personnel temporaire se partage entre 1,2 et 1,6 postes de travail.

Maria Adelaida Muñoz a intégré l'équipe comme chargée de projets et Florian Tissot a ajouté la communication et l'organisation de manifestations à son cahier de charges. Ce renouveau a impliqué une nouvelle dynamique de partage des connaissances et de gestion de l'information pour que les nouveaux collaborateurs soient rapidement opérationnels.

En partenariat avec le programme PPE+ de la Chambre de l'Economie Sociale et Solidaire de Genève et avec le programme Syni Lausanne (Bureau des emplois temporaires subventionnés-Ville de Lausanne), nous avons accueilli quatre jeunes professionnels en mission temporaire. Ces mandats sont très appréciés, car ils permettent à l'équipe de bénéficier de l'expertise et du savoir-faire que ces personnes mettent à disposition de l'association.

Deux jeunes diplômés, en quête d'une première expérience dans le milieu de la coopération, ont réalisé des stages d'une durée de 6 à 9 mois. Des personnes bénévoles donnent de leur temps pour appuyer le secrétariat dans la réalisation des tâches concrètes.

Consolidation institutionnelle:

L'année 2015 et le début de l'année 2016 ont été marqués par toute une série des gros travaux de renforcement institutionnel.

- Procédures et cahiers des charges du personnel: le comité a défini des manuels de procédures et de cahiers des charges pour le Comité et le Secrétariat afin de bien identifier et limiter les responsabilités et les attributions de chaque instance. Les cahiers des charges du personnel ont été retravaillés en fonction des nouvelles procédures et pour mieux s'adapter à la dynamique du secrétariat. Les tâches de chaque groupe de travail ont été identifiées.
- Documents stratégiques: une série de documents stratégiques ont été proposés et sont encore en train d'être peaufinés. Il s'agit du code déontologique, de la stratégie des partenariats, de la stratégie de recherche de fonds et de la stratégie de communication. Ces documents serviront comme base pour la feuille de route 2016-2020.
- Outils de gestion: divers outils ont été élaborés. Il s'agit notamment des conventions de partenariat, des bases de données des projets, des bases de données de bailleurs de fonds potentiels, des outils de gestion comptable et des outils de suivi des projets et des rapports administratifs.

- Diversification des fonds: un énorme effort a été fait à ce propos, que ce soit en termes d'identification de potentiels donateurs, des critères déontologiques ou des procédures à suivre pour la demande de fonds. Ces démarches commencent à porter leurs fruits.

Partenariats et réseaux:

Des missions en Colombie et au Pérou ont permis de visiter les projets soutenus et de renforcer les liens de partenariat avec nos six partenaires sud-américains.

Nous n'avons pas pu nous rendre en Afrique en 2015, mais nous avons bénéficié de la visite de trois partenaires béninois et togolais qui se sont rendus à Genève pour échanger sur l'évolution des projets et pour analyser des pistes de collaboration future. Cela a été l'occasion de rencontrer des bailleurs de fonds ainsi que d'autres acteurs genevois impliqués dans la coopération.

GeTM mène une étude de capitalisation sur la gouvernance au Togo. Cette étude permet de tirer de leçons sur une dynamique novatrice d'instauration des processus de gestion locale participative.

Par ailleurs, GeTM est toujours active dans des réseaux locaux, notamment dans le cadre de la Fédération genevoise de coopération et de la Chambre de l'économie sociale et solidaire.

Cette année, nous avons rencontré le public lors de divers événements répartis sur l'année:

- **Semaine des droits humains et exposition-vente de photos à Florimont:** nous nous sommes rendus auprès des élèves du cycle d'orientation dans le cadre d'une semaine sur les droits humains. Cela nous a permis d'échanger sur le projet que nous soutenons pour promouvoir les droits des filles employeuses domestiques au Pérou. En juin, les élèves ont organisé une vente de photos en faveur de GeTM.
- **Fête de la Musique:** vingt-cinq bénévoles ont animé notre stand au Parc des Bastions. Des plats et des boissons sud-américains ont été vendus dans un cadre idéal pour rencontrer un public intéressé par nos actions.
- **Paléo Festival:** en juillet, pour la 2ème fois consécutive, GeTM y a tenu un stand de sensibilisation. L'objectif était d'informer le public sur la souveraineté alimentaire au Togo. Une trentaine de bénévoles se sont relayés durant une semaine pour animer notre stand.
- **Alternatiba Léman:** en septembre, nous avons participé à une table ronde organisée par la FGC dans le cadre de ce festival transfrontalier. A cette occasion, nous avons mis en avant la vulnérabilité et la précarisation des communautés rurales des hauts plateaux andins, dues au changement climatique, ainsi que les pistes pour y remédier.
- **Vente de plants:** en partenariat avec les associations "Les Artichauts" et "Cultures locales", nous avons réalisé une vente de plants de tomate bio afin de soutenir nos projets de souveraineté alimentaire au Togo. Au vu du succès de cette expérience, elle sera reconduite en 2016.
- **Festival Filmar en Amérique latina:** nous avons été associés à la présentation des films colombiens "Aislados" et "La terre et l'ombre". Cela a été une belle occasion pour sensibiliser le public sur les problématiques des populations exclues et sur la résistance des petits paysans face à l'accaparement des terres par l'agrobusiness .
- **Formation des élus:** toujours en partenariat avec la FGC, GeTM a organisé, pour la septième fois, deux ateliers d'échange et de formation adressés aux élus municipaux chargés des dossiers de coopération. Ces ateliers sont une excellente occasion pour rencontrer les autorités et échanger sur les visions de la coopération, sur leurs critères d'analyse des projets et également sur leurs préoccupations en lien avec le financement des actions dans les pays du Sud.

Un grand merci aux bénévoles

Ces diverses activités n'auraient pas été possibles sans l'engagement d'une quarantaine de fidèles bénévoles. Ils ont fourni plus de 1'700 heures de travail bénévole, ce qui équivaut à un apport d'environ 100'000 CHF.



Prévention de l'abandon scolaire et de la consommation des drogues. Cotonou

Ce programme de prévention, né par le CDEL, s'est déroulé dans 5 lycées de Cotonou auprès de 5'100 jeunes. Le projet a formé 100 filles et 127 garçons, entre 14 et 20 ans, en tant que pairs éducateurs, chargés de sensibiliser leurs camarades.

Par ailleurs, 19 enseignants responsables et 120 enseignants-relais ont été formés pour accompagner la dynamique. Le projet associe également les parents d'élèves et les autres corps de métiers scolaires (bibliothécaires, gardiens, etc.).

Un riche matériel de sensibilisation a été produit à l'intention des élèves et de leurs familles. Des spots radio et TV de sensibilisation ainsi que des débats télévisés s'adressant à un large public ont également été réalisés.

L'intérêt exprimé par d'autres établissements témoigne des besoins dans le domaine. On constate que la prévention de la consommation de drogues en milieu scolaire est une thématique d'actualité qui génère beaucoup de mobilisation, mais également des questions sur l'intégration du thème de la prévention comme outil performant de lutte contre la consommation de stupéfiants au niveau des institutions et des politiques publiques.

Photo: Cérémonie de remise de diplômes. Cotonou. CDEL.

Economie locale et accès à l'emploi. Cotonou, Porto-Novo, Dogbo, Avrankou et Adjarra *NOUVEAU**

Ce projet permet au CDEL de promouvoir le développement économique durable des communes à travers une stratégie centrée sur la promotion de l'emploi des jeunes et des femmes, l'amélioration des performances des acteurs économiques, l'amélioration des conditions de travail des artisans et des acteurs socioprofessionnels et l'implication de la collectivité locale dans le développement économique.

Le projet facilite les relations entre les pouvoirs publics, les demandeurs d'emploi et les entreprises locales afin de favoriser l'expression des différentes initiatives privées et promouvoir l'insertion par l'économique. Il s'agit de développer un dispositif d'accompagnement et de concertation/contractualisation en faveur de l'emploi qui soit reconnu comme un « service public ».

Le projet permet d'élaborer et de mettre en œuvre des actions d'appui auprès de 500 jeunes à la recherche d'un emploi salarié, de 100 jeunes désireux de créer une entreprise, de 250 femmes organisées sous forme de groupements et de 400 jeunes artisans organisés en associations de corps de métiers de transformation des produits locaux.

Trois municipalités bénéficient également des actions du projet.



Renforcement socioéconomique pour le développement local. Savanes. *NOUVEAU**

Suite à un premier appui centré sur l'élevage, les habitants de six villages ont atteint leur autosuffisance alimentaire. Ce nouveau projet, mené par CETRAMODE et adressé prioritairement aux femmes, vient redynamiser la vie sociale paysanne par leur participation citoyenne dans les décisions locales. L'économie locale se voit renforcée par la diversification de la production, par l'amélioration de la productivité et par la commercialisation des produits agricoles tout en tenant compte de la fragilité de l'environnement. Les actions visent à professionnaliser les organisations paysannes et à préparer les populations à l'imminente décentralisation administrative.

Gouvernance locale dans le cadre de la décentralisation. Haho et Moyen Mono, Région des plateaux

Ce programme, géré par ETD, vient consolider les acquis en termes de gouvernance locale démarrés en 2014. Les cadres de concertation et de négociation entre les différents acteurs et les autorités ont permis de structurer un processus de gestion viable et fonctionnelle à différentes échelles territoriales. Cette démarche participative permet aux pouvoirs politiques et traditionnels de collaborer concrètement sur le terrain.

Photo: Terres agricoles restaurées dans les Savanes. Cetrामode.

Elle permet aux citoyens de s'exprimer et de devenir gestionnaires des ressources territoriales. L'intérêt exprimé par d'autres communes pour reproduire l'expérience démontre qu'il s'agit d'un processus réussi de transition vers la décentralisation annoncée pour cette année.

Etant donné le caractère novateur de ce projet, nous travaillons sur la capitalisation des expériences pour diffuser les savoir-faire à d'autres acteurs du Nord et du Sud.

Promotion des petits paysans en entrepreneurs viables. Région Centrale et des Plateaux *NOUVEAU**

Ce projet, conduit par MVCP, vise l'amélioration de la productivité afin de parvenir à une autosuffisance alimentaire et d'améliorer les revenus des populations rurales. Il vise également l'organisation des populations bénéficiaires en coopératives dynamiques, capables de défendre les intérêts des producteurs et de prendre en main la destinée du monde rural. Les actions qui promeuvent une agriculture durable et respectueuse de l'environnement bénéficient à 300 producteurs de 5 villages.

Il s'agit de former des petits producteurs à la culture d'entreprise et d'appuyer leur organisation en coopératives. Le projet cherche à garantir l'épanouissement social et économique des femmes vivant en milieu rural, en initiant des débats sur différents thèmes liés à la question du genre.



Gestion local participative, Bogota

Le projet de gestion local urbaine, mis en place par Endacol, se consolide grâce à l'intégration du cours de gestion de l'environnement urbain dans le cursus institutionnel de l'Université Nationale. La pérennité de cet enseignement est ainsi garantie. Les négociations actuelles visent à garantir l'accès des leaders communautaires et des habitants des quartiers populaires aux cours donnés dans le cadre de l'Université Nationale.

L'accès à l'eau publique reste une priorité pour Endacol. C'est pourquoi elle appuie un réseau de six associations d'approvisionnement en eau potable, appelées aqueducs communautaires. Son travail vise à renforcer leurs compétences techniques et de gestion pour assurer une eau de bonne qualité.

Cet appui permet aujourd'hui aux aqueducs communautaires, en alliance avec le milieu académique et des organisations sociales, d'influencer les politiques publiques de gestion de l'eau et de revendiquer l'accès à l'eau potable en tant que droit socioéconomique et culturel. Des alliances sont également en cours avec la Direction du développement et de la coopération (DDC), qui conseille le gouvernement colombien dans le domaine de la gestion de l'eau potable.

Photo: Formation en agro-écologie. Antioquia. Penca de Sabila.

Gestion communautaire de l'eau potable en zones périurbaines et rurales. Antioquia ***NOUVEAU

Entre 2012 et 2014, à travers le projet "Culture périurbaine et souveraineté alimentaire" soutenu par GeTM, Penca de Sábila a conseillé et accompagné le renforcement et la consolidation de 194 aqueducs communautaires dans 24 localités. Ce nouveau projet se centre spécifiquement sur la gestion de ces aqueducs afin de contribuer à leur viabilité et durabilité. Il vise concrètement à renforcer leur capacité de gestion environnementale, administrative, organisationnelle et technique.

Il cherche d'abord à renforcer la cohésion organisationnelle de ces associations communautaires, en augmentant leur capacité administrative et en améliorant le système d'aqueducs pour garantir une eau d'une qualité irréprochable. Il s'agit surtout d'améliorer la qualité de l'eau potable fournie aux habitants des quartiers périurbains et/ou des zones rurales, tout en consolidant le modèle de gestion communautaire de l'eau. Ceci s'avère fondamental dans un contexte de privatisation et de commercialisation de l'approvisionnement de l'eau potable.

Penca et les réseaux d'aqueducs maintiennent des alliances avec des organisations connexes afin d'influencer les politiques nationales en matière d'accès à l'eau potable.



Prévention de l'exploitation des filles employées domestiques. Lima et Cusco *NOUVEAU**

Lors de la phase précédente, CESIP avait repéré des pratiques traditionnelles facilitant les abus et l'exploitation des enfants travailleurs. Il a aussi relevé le poids de la migration des enfants des zones rurales qui vont en ville pour travailler en tant qu'employés domestiques, en espérant pouvoir aller à l'école.

C'est pourquoi ce nouveau projet englobe la prévention de la migration précoce en milieu rural et l'élaboration de procédures de protection, visant le retrait du travail dans les cas d'abus et/ou d'exploitation en ville. Il s'adresse à 700 filles et adolescentes, dont 200 habitent dans des communautés rurales et 500 sont en situation de travail domestique en zone urbaine. Il prévoit aussi la formation de 30 fonctionnaires des institutions municipales chargées de la protection des droits des enfants.

Les institutions municipales sont appuyées pour l'instauration des protocoles de protection des filles travailleuses domestiques et pour la création d'espaces d'écoute et de dialogue. Un programme de formation professionnelle et un programme de bourses permet aux adolescentes d'améliorer leur employabilité en vue d'un changement d'emploi. Des soutiens aux familles paysannes leur permettent de scolariser les filles à la campagne.

Photo: Participantes au programme de prévention. Cusco. Cesip.

Amélioration de la chaîne productive des lamas et d'alpagas. Caylloma *NOUVEAU**

Ce projet, géré par DESCO, contribue à améliorer la qualité de vie des familles d'éleveurs des hauts plateaux et en particulier, à améliorer leur capacité de production et de négociation dans le domaine du marché de la viande de lama et de la laine d'alpaga.

Grâce aux bons résultats obtenus dans la gestion adéquate des ressources hydriques, il est désormais possible d'étendre l'expérience et de récupérer durablement des écosystèmes des hauts plateaux andins, très affectés par les changements climatiques. Il est en outre prévu de renforcer les acquis de l'amélioration génétique afin d'obtenir de meilleurs résultats en ce qui concerne la qualité de la laine ainsi que de promouvoir la consommation de viande de lama. Pour ce faire, le projet vise à améliorer les capacités de négociation des organisations paysannes et veut faire reconnaître le rôle des femmes dans la filière productive et de commercialisation.

Inclusion scolaire pour élèves en situation de handicap. Cusco

Pukllasunchis poursuit ses activités pour l'intégration scolaire des élèves en situation de handicap. L'expérience a été répliquée dans d'autres écoles publiques. Du matériel pédagogique et des films didactiques ont été élaborés pour former les professeurs.

Recettes	Montant en CHF	
Financements FGC	863 907	
Allocation pour frais de gestion sur projets FGC	106 113	
Financements bailleurs privés	30 031	
Allocation pour frais de gestion sur projets bailleurs privés	4 009	
Dons et legs	20 087	
Cotisations	1 800	
Subvention Ville de Genève	15 500	
Revenus des prestations	6 300	
Bénéfices sur manifestations	14 684	
Total	1 062 432	

Dépenses	Dépenses en CHF	%
Dépenses sur les projets	898 618	84.52%
Frais de personnel	125 703	11.82%
Autres frais de fonctionnement	28 628	2.69%
Participation aux réseaux (Cotisations)	10 196	0.96%
Total	1 063 145	100.00%

Frais de fonctionnement	Dépenses en CHF
Loyer + entretien des locaux	14 191
Frais de bureau	5 967
Frais de communication	3 770
Frais administratifs	1 822
Frais de missions terrain	1 814
Autres frais de fonctionnement	1 092
Total	28 657

Résultat d'exploitation de l'exercice	-	713
---------------------------------------	---	-----

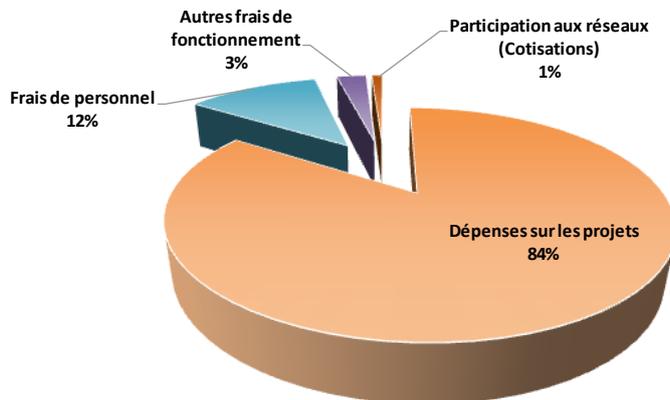
Produits financiers	2
Charges financières	581
Résultat financier	- 579

Produits exceptionnels	4 995
Charges exceptionnelles	-
Résultat exceptionnel	4 995

Résultat de l'exercice (Bénéfice)	3 703
--	--------------

ACTIF		PASSIF	
Actif Circulant		Capitaux Etrangers à court terme	
Caisse	817	Dettes sociales et fiscales	7 034
CCP	1 609	Créanciers et passifs transitoires	9 558
BCGE en CHF	11 712	Fonds pour projets en cours	12 305
BCGE en devises			
TOTAL	14 138	TOTAL	28 897
Actif Immobilisé		Capitaux Etrangers à Long terme	
Matériel et mobilier / agencements divers	7 675	Prêts	10 000
Amortissement mobilier et agencements	- 7 675	Provisions	-
Matériel informatique	31 132	TOTAL	10 000
Amortissement matériel informatique	-31 132	Fonds Propres	
Débiteurs divers	1 200	Réserves pour risques	100 000
Cautions	6 307	Réserves générales	136 300
		Résultat reporté	- 257 255
		Résultat de l'exercice 2014	3 703
TOTAL	7 507	Total Fonds Propres	- 17 252
TOTAL ACTIF	21 645	TOTAL PASSIF	21 645

Dépenses :



Projets en cours au 31.12.2015 - Financements FGC						
Pays	Nom du Projet:	Report au 01.01.15	Sommes reçues (*)	Sommes dépensées	Frais gestion	Solde au 31.12.15
Bénin	CDEL / Cotonou - Emplois jeunes	-	134 786	119 340	14 917	529
Colombie	ENDACOL / Bogota - Gestion locale participative	826	92 507	83 211	10 401	-279
Colombie	PENCA / Antioquia - Gestion Eau	-	116 255	102 349	12 794	1 112
Pérou	DESCO / Arequipa - Elevage Lamas	-	118 232	106 202	13 275	-1 246
Pérou	CESIP / Lima, Cusco - Travail domestique infantile	-	38 138	33 623	4 203	312
Togo	CETRAMODE / Savanes - Soutien aux Paysans	-	115 310	102 476	12 810	24
Togo	ETD / Notsé - Capitalisation Gouvernance Locale	-	27 623	18 449	-	9 174
Togo	ETD / Notsé - Economie Solidaire	9	171 599	152 341	19 043	224
Togo	MVCP / Région centrale - Petits producteurs agricoles	-	40 000	35 000	4 375	625
Total des projets FGC en cours au 31.12.2015		835	854 450	752 991	91 818	10 477

Projets en cours au 31.12.2015 - Financements Divers						
Pays	Nom du Projet:	Report au 01.01.15	Sommes reçues (*)	Sommes dépensées	Frais gestion	Solde au 31.12.15
Divers	GETM / Fonds projets divers	111	4 087	2 061	309	1 827
Bénin	CDEL / Cotonou - Prévention drogues	18 800	-	16 785	2 014	1
Financements Divers -Total des projets en cours au		18 911	4 087	18 846	2 323	1 828

Total des projets en cours au 31.12.2015		19 746	858 537	771 837	94 141	12 305
---	--	---------------	----------------	----------------	---------------	---------------

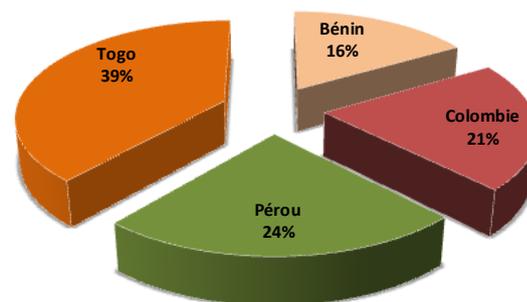
Projets terminés au 31.12.2015						
Pays	Nom du Projet :	Report au 01.01.15	Sommes reçues (*)	Sommes dépensées	Frais gestion	Solde au 31.12.15
Bénin	CDEL / Cotonou - Renforcement Socioprofessionnel	292	15 458	14 000	1 750	-
Colombie	PENCA / Medellin - Souveraineté alimentaire	5 605	-	5 605	-	-
Pérou	Puklasunchis / Cusco - Intégration scolaire	2 764	680	3 006	438	-
Pérou	CESIP / Lima - Employés domestiques	63	74 765	66 861	7 967	-
Pérou	DESCO / Arequipa - Elevage Alpagas	-	5 000	4 352	648	-
Togo	MVCP / Abdoulaye - Développement Agriculture	8 574	38 033	41 429	5 179	-
Sous-total des projets terminés au 31.12.2015		17 298	133 936	135 253	15 981	-

TOTAL DES PROJETS EN COURS ET TERMINES au 31.12.2015		37 044	992 473	907 090	110 122	12 305
---	--	---------------	----------------	----------------	----------------	---------------

(*) y compris virements internes

Pays d'intervention	Dépenses en CHF	Pourcentage
Bénin	CHF 150 124.55	16.55%
Colombie	CHF 191 664.79	21.13%
Pérou	CHF 214 044.27	23.60%
Togo	CHF 351 256.04	38.72%
Total	CHF 907 089.65	100.00%

Répartition des dépenses projets par pays



Financements Publics:

Communes		287 810
Carouge / FGC	Colombie	Bogotá / ENDA / Gestion Locale Participative
Carouge / FGC	Togo	Noisé / ET/D / Economie Solidaire
Grand-Saconnex / FGC	Bénin	Colonou et autres / CDEL / Emplois jeunes
Meinier / FGC	Togo	Savanes / Ceitramode / Appui à l'élevage
Meyrin / FGC	Pérou	Arequipa / Desco / Elevation alpagas
Onex / FGC	Togo	Savanes / Ceitramode / Appui à l'élevage
Onex / FGC	Pérou	Arequipa / Desco / Elevation alpagas
Tronex / FGC	Togo	Abdoulaye / MVCP / Développement Agriculture
Saligny / FGC	Togo	Savanes / Ceitramode / Appui à l'élevage
Versoix / FGC	Colombie	Médellin / Pencia de Sabilla / Gestion Eau
FGC		Déduction pour Fond d'Information
		-2 940

Ville de Genève		209 154
Ygen / FGC	Bénin	Colonou et autres / CDEL / Renforcement socio professionnel
Ygen / FGC	Bénin	Colonou et autres / CDEL / Emplois jeunes
Ygen / FGC	Colombie	Bogotá / ENDA / Gestion locale participative
Ygen / FGC	Colombie	Médellin / Pencia de Sabilla / Gestion Eau
Ygen / FGC	Pérou	Lima et Cusco / CESP / Prévention Travail Infantile
Ygen / FGC	Pérou	Lima et autres / CESP / Emplois domestiques

Etat de Genève		284 837
Egen / FGC	Bénin	Colonou et autres / CDEL / Emplois jeunes
Egen / FGC	Colombie	Bogotá / ENDA / Gestion locale participative
Egen / FGC	Pérou	Arequipa / Desco / Elevation alpagas
Egen / FGC	Pérou	Lima et autres / CESP / Emplois domestiques
Egen / FGC	Togo	Région centrale / MVCP / Petits Producteurs Agricoles
Egen / FGC	Togo	Abdoulaye / MVCP / Développement Agriculture
Egen / FGC	Togo	Savanes / Ceitramode / Appui à l'élevage
Egen / FGC	Togo	Noisé / ET/D / Economie Solidaire
		58 000

Confédération		212 132
DDC / FGC	Colombie	Médellin / Pencia de Sabilla / Gestion Eau
DDC / FGC	Pérou	Lima et autres / CESP / Emplois domestiques
DDC / FGC	Togo	Abdoulaye / MVCP / Développement Agriculture
DDC / FGC	Togo	Savanes / Ceitramode / Appui à l'élevage
DDC / FGC	Togo	Noisé / ET/D / Capitalisation Gouvernance Locale
DDC / FGC	Togo	Noisé / ET/D / Economie Solidaire
		64 349

Financements Privés:

Financements Privés:		18 540
SIG - Services Industriels Genevois	Pérou	Arequipa / DESCO / Elevation Lamas
Institut FLORIMONT	Pérou	Cusco / Pukllasunchis / Intégration scolaire
Dons divers privés	Divers	700
Transferts Interne sur Projets		12 160

TOTAL REÇU POUR LES PROJETS

		992 473
--	--	---------

Présentation de l'organisation :

Genève Tiers-Monde (ci-après GeTM) est une organisation non-gouvernementale suisse de coopération internationale sans but lucratif, fondée en 1983, et constituée sous la forme d'une association de droit suisse, régie par les dispositions des articles 60 et suivants du code civil. Elle intervient en Afrique et en Amérique du Sud.

Son objectif est de soutenir des initiatives locales pour promouvoir les droits de l'enfant, le pouvoir d'agir (empowerment) des femmes, une gestion équitable et durable des ressources et l'économie solidaire. L'organisation mène aussi des actions de sensibilisation en Suisse pour promouvoir la coopération.

GeTM remplit sa mission à l'aide de partenaires terrain, indépendants de GeTM.

Principes Comptables :

Les Etats financiers de GeTM sont établis conformément aux statuts de GeTM, aux dispositions applicables du Code des obligations et aux Recommandations relatives à la présentation des comptes (Swiss GAAP RPC 21).

Les comptes annuels comprennent les comptes de l'association de droit suisse GeTM. Ils ne comprennent pas les comptes des projets conduits par les partenaires terrain de GeTM qui sont indépendants de GeTM. Les comptabilités sur le terrain sont de la responsabilité des partenaires locaux. Elles sont contrôlées par GeTM et auditées par des fiduciaires externes indépendants.

Les dons privés provenant de la collecte de fonds sont reconnus dans le compte de résultat lorsqu'ils sont encaissés ; par exception à ce principe, les dons affectés à un but précis par le donateur sont reconnus l'année où sont encourues les dépenses opérationnelles ainsi financées.

Les recettes provenant de contrats de financement signés avec des bailleurs de fonds sont comptabilisés en revenus l'année où sont encourues les dépenses opérationnelles financées, ceci afin de respecter le principe de correspondance des dépenses et recettes.

Les autres revenus sont enregistrés selon le principe de la délimitation périodique, à savoir lorsque les opérations ou événements générateurs de revenus surviennent, et non pas en fonction des flux financiers. Les charges sont enregistrées selon le principe de la délimitation périodique, à savoir lorsque les opérations et autres événements générateurs de charges surviennent, et non pas en fonction des flux financiers. Les charges liées aux projets sont enregistrées au moment du décaissement effectif en faveur du partenaire terrain.

Les partenaires terrains sont considérés comme des parties liées de GeTM.

Le tableau de flux de trésorerie de GeTM n'est pas présenté, conformément aux dispositions prévues à l'article 27 de la norme Swiss GAAP RPC 21.

Bénéfice exceptionnel sur exercice antérieur :

Le résultat de l'exercice comptable de 2015 comprend un bénéfice exceptionnel d'un montant de 4'995 CHF relatif à l'exercice de 2014. Ce gain est expliqué par des récupérations de charges sociales indûment payées en 2014.

Réserves :

GeTM possède une réserve générale de 136'299 CHF et une réserve pour risque de 100'000 CHF. Or le déficit cumulé s'élevant à 257'255 CHF au 1^{er} janvier 2015, ce dernier dépasse le montant total des réserves (236'299 CHF). Afin que le bilan reflète mieux la situation financière de l'organisation, le Comité recommandera à l'Assemblée générale de dissoudre ces réserves pour les compenser avec le déficit cumulé, pour faire apparaître uniquement les fonds libres négatifs dans les prochaines présentations des Etats financiers.

Allocation bailleurs pour frais de gestion :

Les bailleurs de fonds publics affectés (Fonds FGC) autorisent un prélèvement de 12,5% sur les dépenses effectivement engagées par GeTM comme frais de gestion des projets. Sauf indication contraire, GeTM prélève 15% pour les bailleurs de fonds privés sur les dépenses effectives engagées par GeTM sur les projets. Ces fonds sont utilisés par GeTM pour couvrir les frais de fonctionnement relatifs au suivi et à la gestion des projets. Le montant de ces frais de gestion est budgété en accord avec les différents bailleurs de fonds et précisé dans le tableau de financement des projets.

Donateurs privés – fonds libres :

Les dons privés sans affectations à un projet sont considérés comme des fonds libres.

Personnel de l'organisation :

Le secrétariat de GeTM est composé de 3 postes à mi-temps, soit 1,5 postes équivalent temps-plein. Cette situation correspond à une masse salariale annuelle de 105'000 CHF. La situation en 2015 est à ce titre atypique, compte tenue de départs et d'arrivées de collaborateurs dans l'organisation en 2015. En partenariat avec le programme « PPE+ » d'APRES-GE et avec le programme « Syni Lausanne », nous avons accueilli 3 personnes pour 2 postes équivalent temps plein sur 6 mois. De plus, un stagiaire académique a été accueilli durant 8 mois à 50%.

Prestations bénévoles :

Entre le 1er janvier et le 31 décembre 2015, des prestations bénévoles d'un volume de 1'700 heures de travail, pouvant être estimées à 100'000 CHF, ont été offertes à GeTM.

Evénements postérieurs à la date de clôture : Néant

Rapport de performance :

Le présent rapport d'activité remplit les critères du rapport de performance selon les normes Swiss GAAP RPC 21.

Un grand merci...

GeTM a pu mener ses actions grâce au soutien de :

- DDC- Direction de la Coopération au Développement
- État de Genève
- Ville de Genève
- Ville de Carouge
- Ville du Grand-Saconnex
- Ville d'Onex
- Ville de Vernier
- Ville de Versoix

- Commune de Meinier
- Commune de Meyrin
- Commune de Troinex

- Loterie Romande
- Services Industriels de Genève (SIG)
- Institut Florimont



Devenir Membre

Les membres de l'association reçoivent régulièrement des informations sur les projets ainsi que sur l'aide au développement en général. Ils ont le droit de vote dans les organes de l'association.

Faire un don

En soutenant financièrement GeTM, vous apportez une contribution précieuse pour soutenir le développement dans les pays du Sud.

Les dons versés à l'association sont déductibles des impôts.

Merci de votre contribution !

CCP 12-1114-7

IBAN CH 98 0900 0000 1200 11147